

L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE DE LA CHINE EN PERSPECTIVE

Patrick Leblond



Les médias ont beaucoup fait état au cours des derniers mois de la grande menace que représente la Chine pour les économies occidentales, notamment en terme de pertes d'emplois. On dit que plusieurs entreprises canadiennes et québécoises dans le domaine de la fabrication ne sont tout simplement pas en mesure de faire face à la concurrence chinoise. Professeur aux HEC Montréal, Patrick Leblond examine de plus près les statistiques concernant les échanges commerciaux et la situation de l'emploi dans les secteurs les plus touchés et conclut que la situation est beaucoup moins alarmante qu'on le dit. Il note également que la poursuite de la croissance économique chinoise dépend pour beaucoup de la capacité de ce pays à relever d'importants défis sociaux, environnementaux et démographiques.

In recent months, there have been many reports in the media about the threat that China's economy represents for Western economies, especially in terms of jobs. They note that many manufacturing firms in Quebec and Canada are unable to compete effectively against cheap Chinese products. HEC Montreal professor Patrick Leblond examines in greater detail trade statistics and the situation of the labour market in the sectors most affected, and finds that the situation is much less alarming than media reports suggest. He also observes that China's growth could be hampered if it does not successfully face its social, environmental and demographic challenges.

Depuis des mois, il semble qu'il ne se trouve pas une semaine sans que les médias, autant d'ici que d'ailleurs, ne mentionnent soit la Chine et sa phénoménale croissance économique, soit les pertes d'emplois reliées, à tort ou à raison, à la concurrence chinoise. Les statistiques sur le commerce international entre le Canada et la Chine montrent en effet que les importations chinoises augmentent à un rythme beaucoup plus rapide que celui des exportations canadiennes depuis une dizaine d'années. La situation est semblable dans le cas du Québec.

À première vue, on pourrait ainsi croire que le Canada et le Québec y perdent au change dans leurs relations commerciales avec la Chine et que cette dernière « vole », pour ainsi dire, nos emplois grâce à des prix imbattables et à une qualité de produits qui s'améliore sans cesse. Un examen plus attentif montre que la situation est loin d'être aussi alarmante. Malgré sa croissance, la Chine joue encore un rôle limité au sein de nos économies.

Ainsi, malgré une croissance annuelle moyenne de plus de 15 p. 100 depuis le début des années 1990, les importations chinoises ne représentent encore que 8 p. 100 des importations totales canadiennes et québécoises. À titre de comparaison, les importations provenant des États-Unis comptent pour respectivement 57 p. 100 et 29 p. 100 des importations totales du Canada et du Québec. Malgré ces chiffres, les médias font

beaucoup plus état de la menace des importations chinoises qu'ils ne mentionnent le danger que représentent les importations américaines pour nos producteurs et travailleurs.

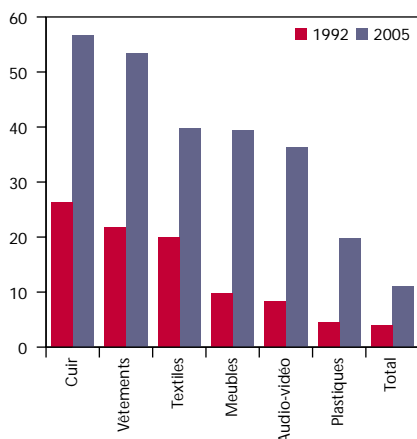
Il faut également savoir que, selon des données de Statistique Canada, plus de 95 p. 100 des importations chinoises au Canada et au Québec se font dans le secteur de la fabrication alors que ce secteur représente moins de 20 p. 100 de l'emploi. De plus, malgré la croissance rapide des importations chinoises depuis 10 ans, le niveau de l'emploi dans ce secteur s'est maintenu. La situation n'est donc pas aussi dramatique que les fermetures d'usines tant médiatisées le laissent croire. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de pertes d'emplois et que celles-ci ne sont pas problématiques pour les personnes et les communautés qui en sont affectées. Cependant, dans son ensemble, l'impact économique de l'émergence de la Chine sur l'emploi au Canada et au Québec demeure encore limité.

Si on regarde plus attentivement les importations chinoises dans le secteur de la fabrication, on peut observer que la Chine augmente ses parts de marché. Par exemple, on voit au Graphique 1 que la Chine a augmenté ses parts de marché des importations québécoises de 4 à 11 p. 100 depuis 1992 dans le domaine de la fabrication. Cette augmentation totale varie selon les sous-secteurs. Par exemple,

dans les sous-secteurs du cuir et des vêtements, la Chine détient maintenant plus de la moitié des importations québécoises. Dans le secteur du meuble, les importations en provenance de la Chine sont passées de 9,7 p. 100 à 39,4 p. 100 entre 1992 et 2005. On devrait donc s'attendre à ce que les pertes d'emplois soient les plus sévères dans ces sous-secteurs.

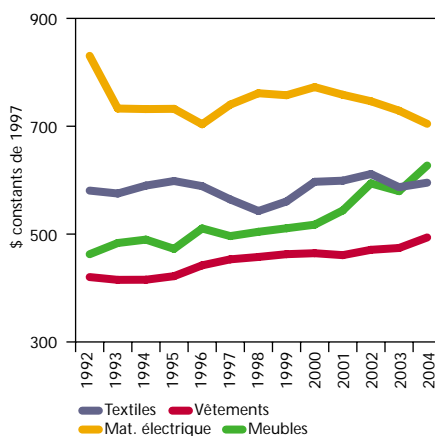
On observe pourtant au Tableau 1 que l'emploi (à tout le moins au Québec) dans ces sous-secteurs n'a que peu ou pas diminué depuis 1991 et ce, malgré la croissance des importations chinoises. De plus, il est important de noter que ces sous-secteurs ne représen-

GRAPHIQUE 1. IMPORTATIONS CHINOISES TOTALES PAR SOUS-SECTEUR DE FABRICATION AU QUÉBEC (EN POURCENTAGE)



Source : Statistique Canada

GRAPHIQUE 2. RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE - QUÉBEC



Source : Statistique Canada

tent qu'un faible pourcentage de l'emploi. Seuls les sous-secteurs des textiles et des vêtements ont connu une baisse appréciable, mais seulement depuis 2000 alors que la croissance des importations a progressé rapidement. L'emploi dans le sous-secteur des produits informatiques et électroniques a aussi connu une baisse appréciable entre 2000 et 2004. Cependant, pour le sous-secteur du meuble, qui a vu les produits chinois gagner des parts de marché de façon exponentielle, le niveau de l'emploi s'est relativement bien maintenu. Cela démontre la capacité d'adaptation de nos entreprises, à tout le moins jusqu'à maintenant. Il faudra voir comment elles s'adapteront à l'appréciation du dollar canadien face au yuan chinois (qui est fixé au dollar américain).

Si le niveau de l'emploi dans les sous-secteurs de la fabrication les plus touchés par les importations chinoises au Québec s'est relativement bien maintenu jusqu'à maintenant, qu'en est-il du niveau de la rémunération ? Après tout, il est possible que les emplois dans ces sous-secteurs aient été préservés grâce à des baisses salariales. Le Graphique 2 permet de constater que tel n'est pas le cas. Dans des sous-secteurs comme les textiles, les vêtements et les meubles, la rémunération hebdomadaire moyenne réelle (soit en éliminant l'effet de l'inflation) au Québec s'est relativement bien maintenue depuis 1992. Donc, les importations chinoises n'ont pas eu d'impact sur la rémunération des travailleurs dans les sous-secteurs les plus touchés.

TABEAU 1. PART DE L'EMPLOI DANS CERTAINS SECTEURS MANUFACTURIERS (EN POURCENTAGE)

Sous-secteur de la fabrication	1991	1995	2000	2004
Textiles et vêtements	2,7	2,7	2,7	2,0
Produits métalliques	1,1	1,1	1,4	1,6
Meubles	1,0	0,8	1,0	1,1
Caoutchouc et plastique	0,8	0,8	1,1	1,1
Machines	0,7	0,9	1,0	1,0
Matériel, appareils et composants électriques	0,7	0,4	0,5	0,4
Produits informatiques et électroniques	0,6	0,9	1,0	0,7

Source : Statistique Canada

Une des raisons qui peuvent expliquer le fait que l'emploi et la rémunération n'aient été que peu ou pas affectés par la croissance des importations chinoises dans le secteur de la fabrication au Québec est que celle-ci s'est faite en bonne partie au détriment des importations provenant des autres pays asiatiques. Au Tableau 2, nous pouvons observer que la part des importations chinoises dans les importations asiatiques a beaucoup augmenté entre 1992 et 2005 au Québec (et au Canada) alors que celle du Japon, de Taiwan, de Hong Kong et de la Corée du Sud a beaucoup diminué.

En effet, les entreprises japonaises, taiwanaises, coréennes, etc. ont démenagé leur production locale à faible valeur ajoutée vers la Chine au fur et à mesure que les salaires augmentaient dans leur pays d'origine. Ces entreprises sont en grande partie responsables des investissements directs étrangers faits en Chine au cours des dix dernières années. Sans ceux-ci, la Chine n'aurait pas connu une croissance économique aussi rapide.

Il est vrai que le taux de croissance des importations chinoises est trois fois plus rapide que celui des importations en provenance des États-Unis. Mais, même à ce rythme, il faudra tout de même 15 ans avant que les importations chinoises dépassent celles des États-Unis. Et cela suppose que les taux de croissance demeurent constants. Or, plusieurs facteurs nous portent à croire qu'il est peu probable que la Chine puisse maintenir une telle croissance économique à long

terme. Elle fait actuellement face à plusieurs défis de taille qui risquent fortement de nuire à sa croissance économique à plus ou moins long terme.

Premièrement, le système financier demeure fragile, malgré les réformes qui ont été effectuées au cours des dernières années. Environ un quart des prêts bancaires sont de mauvaises créances parce que ceux-ci sont surtout fonction du patronage politique plutôt que de l'efficacité des marchés. Selon une étude récente effectuée par Ernst & Young, ces mauvaises créances atteindraient près de 900 milliards de dollars US. Les grandes entreprises d'État obtiennent les deux tiers des crédits bancaires alors qu'elles génèrent moins de 40 p. 100 de la valeur ajoutée industrielle. Cela affecte donc négativement la productivité du capital chinois. En conséquence, le gouvernement chinois doit encore injecter des fonds dans le système afin de maintenir sa solvabilité. Tout choc au système financier aurait donc un impact sérieux sur la croissance économique du pays.

Les inégalités de revenus, qui opposent les zones urbaines aux zones rurales ainsi que les régions côtières aux régions intérieures du pays, constituent un second défi. Par exemple, le revenu moyen dans la province la plus pauvre (Guizhou) représente seulement 9 p. 100 du revenu moyen de Shanghai. Cette disparité de revenus et la pauvreté relative qui affectent les plus démunis créent une certaine instabilité politique : on dénom-

TABLEAU 2. IMPORTATIONS TOTALES D'ASIE AU QUÉBEC (EN POURCENTAGE)

Pays	1992	2005
Chine	21,4	53,8
Japon	19,9	11,3
Taiwan	15,2	6,9
Inde	3,0	5,8
Corée du Sud	12,8	5,0
Malaisie	2,6	2,9
Thaïlande	3,4	2,6
Indonésie	4,8	2,1
Singapour	2,0	1,6
Hong Kong	8,7	0,9

Source : Statistique Canada

brait d'ailleurs 74 000 manifestations en 2004 et 90 000 en 2005. C'est pour cette raison que le dernier plan quinquennal du gouvernement chinois prévoit des

Le vieillissement rapide de la population est un autre frein probable au rythme de croissance actuelle de l'économie chinoise. En raison de la politique familiale chinoise qui favorise un enfant par famille, on prévoit qu'il y aura 300 millions de Chinois ayant plus de 65 ans en 2025. Ce renversement de la pyramide des âges va sérieusement limiter la croissance économique chinoise à long terme.

mesures pour réduire les inégalités de revenus entre les différentes régions du pays. Le gouvernement est même prêt à ralentir la croissance économique du pays afin d'atteindre cet objectif. Il fait le pari que la croissance économique sera moins affectée à long terme par une augmentation des dépenses gouvernementales à caractère social que par une instabilité politique grandissante qui risque de menacer les systèmes politique et économique dans leur ensemble.

La pollution environnementale est également un problème auquel la Chine devra s'attaquer. Selon la Banque mondiale, 13 des 20 villes les plus polluées au monde s'y trouvent. Jusqu'à maintenant, le développement économique s'est fait envers l'environnement. Cependant, la population et le gouvernement prennent de plus en plus conscience des conséquences néfastes de cette pollution grandissante. C'est pourquoi le gouvernement chinois est déterminé à réduire les dommages causés à l'environnement par la croissance économique. Les investissements et la réglementation requis à cet effet représentent des coûts économiques qui vont sûrement ralentir le niveau de croissance du pays.

Finalement, le vieillissement rapide de la population est un autre frein probable au rythme de croissance actuelle de l'économie chinoise. En raison de la politique familiale chinoise qui favorise un enfant par famille, on prévoit qu'il y aura 300 millions de Chinois ayant plus de 65 ans en 2025. Ce renversement de la pyramide des âges va sérieusement limiter la croissance économique chinoise à long terme. De plus, les dépenses

en santé et en pensions de vieillesse nécessaires à maintenir une certaine cohésion sociale risquent de réduire la capacité du gouvernement d'investir

dans le développement économique. Il y aura aussi moins d'épargne pour financer l'investissement privé.

La Chine connaît une croissance économique remarquable depuis près de 20 ans, et cette croissance se reflète dans la part grandissante qu'elle prend dans nos importations. Mais en dépit des reportages alarmistes, cette croissance n'a pas eu d'effets aussi néfastes tant sur nos emplois que sur la qualité de ceux-ci. Par ailleurs, si le gouvernement chinois ne prend pas les moyens pour régler les problèmes d'inégalité sociale, de pollution environnementale, de fragilité du système bancaire et du vieillissement de la population, la Chine verra sa croissance se renverser et devenir négative.

Si le gouvernement prend les moyens nécessaires, comme cela semble être la volonté actuelle, la Chine poursuivra sa croissance économique et son développement à long terme mais le rythme sera sûrement beaucoup moins rapide que ce que nous voyons aujourd'hui. Ce dernier scénario est celui que le Canada et le Québec doivent favoriser puisqu'une économie chinoise qui se développe et s'enrichit représente de bonnes occasions d'affaires pour nos entreprises.

Patrick Leblond est professeur adjoint au Service de l'enseignement des affaires internationales aux HEC Montréal. Cet article fait suite à une présentation effectuée lors du colloque « Le Québec face au géant chinois » organisé par le CERIU et les HEC à Montréal le 17 mars 2006.